

Des laboratoires pédagogiques

Établissements des beaux quartiers, collèges de ZEP, qu'ont-ils en commun ? L'obligation d'enseigner les mêmes programmes aux élèves d'un même niveau, quel que soit l'impact du milieu, social et familial, sur les capacités d'apprentissage.

L'hétérogénéité des publics scolaires va évidemment de pair avec celle des milieux socio-culturels. L'école, lorsqu'elle jouait le rôle « d'ascenseur social », était censée gommer en partie cette hétérogénéité. Or on sait que ce modèle, qui a fonctionné dans les années de l'immédiat après-guerre, est en panne depuis maintenant près de 30 ans.

Programmes et diplômes nationaux

En France, les diplômes sont nationaux et leur valeur est indépendante de l'établissement d'enseignement où ils ont été préparés.

Le premier diplôme délivré par l'Education Nationale a été pendant plus d'un siècle le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE, appelé plus communément le certifié), mais ce diplôme a été officiellement supprimé en 1989 et remplacé par le Certificat de Formation Générale (CFG).

Le Diplôme National du Brevet (ex-BEPC) sanctionne désormais l'acquisition de connaissances de base au collège. Viennent ensuite les CAP, BEP et les différents baccalauréats.

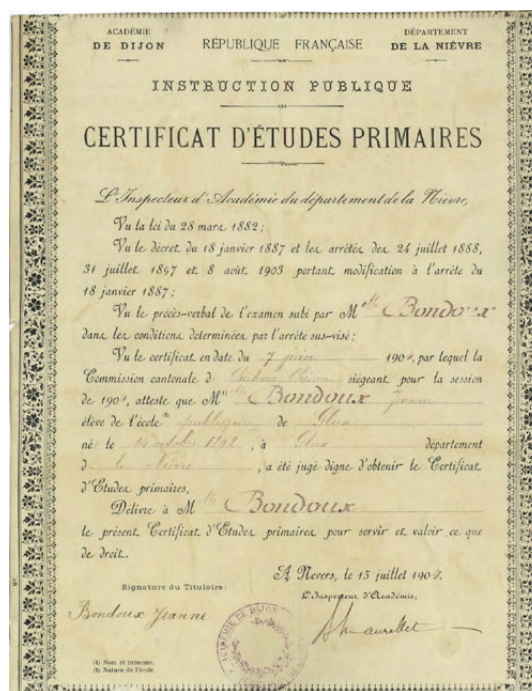
Le fait que ces diplômes soient nationaux implique que les programmes d'enseignement le soient également et que tous les établissements soient astreints à suivre fidèlement ces programmes.

Mais chacun sait que les programmes sont très (certains diront trop, voire beaucoup trop) ambitieux. Ce qu'il est difficile d'enseigner dans un établissement de centre ville fréquenté par des enfants issus de milieux socialement aisés le sera

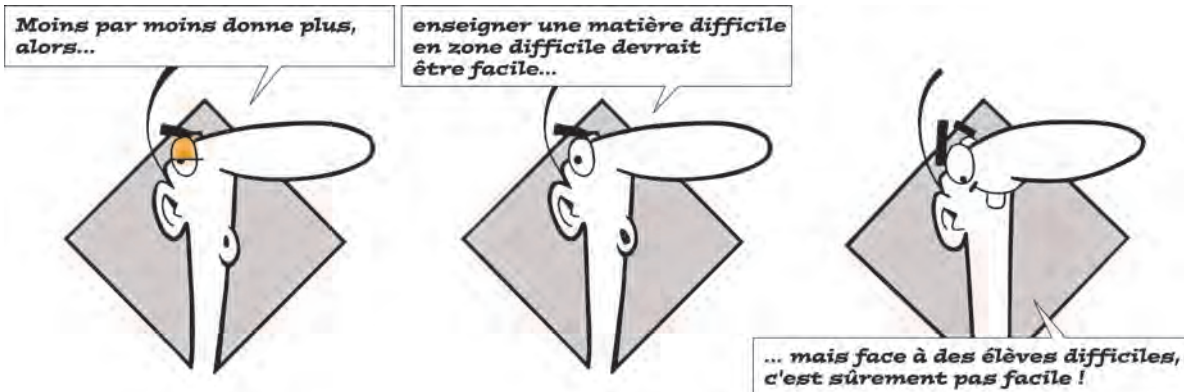
d'autant plus dans un établissement de banlieue fréquenté par des élèves issus de familles cumulant de nombreuses difficultés.

Ici cependant, il faut faire la part entre le contenu effectif des programmes et l'interprétation que l'on peut en faire. Un programme d'enseignement peut toujours être interprété de façon minimaliste (tout ce qui n'est pas dit explicitement dans le programme ne fait pas partie du programme et ne doit pas être abordé) ou de façon maximaliste (le programme est une trame que l'on peut compléter et enrichir).

*Des programmes
pour tous,
un enseignement
pour chacun*



ADAPTER L'ENSEIGNEMENT AUX ÉLÈVES



Éducation prioritaire

Devant l'échec des politiques éducatives pour toute une partie de la population, qui allait de pair avec un échec de la politique du développement des villes (construction de quartiers qui deviennent peu à peu des zones de relégation pour des populations socialement défavorisées), les pouvoirs publics ont fait des tentatives. En 1981, le ministre A. Savary crée les « zones prioritaires » dotées de moyens spécifiques. Le vocable « ZEP » (zone d'éducation prioritaire) apparaît en 1988.

Entre 1990 et 1998, de nombreux rapports (dont le rapport Moisan-Simon) évaluent l'impact de ces dispositifs et donnent des recommandations pour améliorer leur efficacité. En 1998, on différencie les ZEP et les REP (réseaux d'éducation prioritaires). Les élèves scolarisés dans des établissements d'éducation prioritaire sont passés de moins de 10 % à plus de 20 % de la population scolaire. En 2006, le ministre G. de Robien crée les « Réseaux Ambition Réussite » (RAR). Une nouvelle étiquette ?

ZEP et RAR, laboratoires de la pédagogie ?

Les lignes directrices lors de la création des Zep étaient la décentralisation et l'autonomie, le maintien d'une norme nationale par des programmes uniques, et l'ouverture de l'école vers l'extérieur. Ce dernier point semble tout-à-fait essentiel. En effet, les élèves de ces établissements souffrent d'un isolement qui participe à leurs difficultés. Combien, habitant à proximité d'une grande ville, n'ont jamais quitté leur quartier, ne sont jamais entrés dans un musée ou un théâtre ?

Il s'agit donc de pratiquer une pédagogie favorisant le plus possible l'ouverture sur le monde. Deux d'actions sont possibles : sortir les enfants de leur quartier et de leur établissement, et faire entrer des intervenants extérieurs à l'intérieur de l'école.

À cet égard, l'outil Internet est particulièrement efficace, mais il ne suffit pas.

On peut citer bien d'autres initiatives. Math en Jeans, par exemple, permet à des collégiens et à des lycéens de communiquer avec des chercheurs. Le Salon de la Culture et des Jeux Mathématiques, organisé chaque année fin mai place Saint-Sulpice à Paris, permet à des classes, outre le bienfait d'un déplacement dans la capitale, de découvrir bien des applications des mathématiques, tant culturelles (artistiques) que ludiques ou plus sérieuses. Les pages qui suivent donnent des exemples d'initiatives qui vont dans ce sens, l'une organisée par le Collectif Inter-associatif pour la Réalisation d'Activités Scientifiques et Techniques Internationales, l'autre par la Fondation 93.

Pour conclure, on peut dire que si les établissements des Zones d'Éducation Prioritaires et des Réseaux Ambition Réussite développent ce type d'initiatives ouvrant l'école sur le monde, c'est parce qu'un enseignement sclérosé n'y est plus possible. Dans un établissement calme, les élèves supportent tant bien que mal un enseignement ennuyeux et attendent que cela passe. Dans un établissement difficile, ils ne peuvent pas supporter. Ces établissements sont donc des laboratoires d'une pédagogie destinée à s'appliquer à l'ensemble du public scolaire.

M. C.

